

Pour retrouver la confiance, par Michel Destot, Catherine Tasca, Alain Bergounioux, Bernard Soulage

LEMONDE.FR | 21.04.10 | 21h07 • Mis à jour le 21.04.10 | 21h36

La France est le pays européen où le moral des ménages est au plus bas. Notre société se trouve aujourd'hui paralysée par l'angoisse. Cette perte de confiance est un poison qui pénètre tout le corps social. Elle crée les conditions d'un cercle vicieux dans un pays déjà fortement atteint par la crise et menacé de déclin. Il est possible que cette crise morale suffise à faire gagner la gauche en 2012. Elle ne permettrait cependant pas la mobilisation des énergies et garantirait encore moins notre pérennité au pouvoir.

Pour redonner espoir à nos concitoyens, il nous faut proposer, au contraire de ce que le gouvernement fait actuellement subir à notre pays, une stratégie globale de confiance ; la promesse de raser gratis n'est plus crue par personne. Mais certaines réformes nécessaires s'annonçant difficiles à mettre en œuvre, la confiance est plus que jamais nécessaire. Elle se bâtira sur l'équité et sur le respect de la vérité dans notre message adressé aux Français.

Première condition : répondre à la crise internationale, en refusant la seule approche franco-française, fût-elle apparemment plus simple – plus simpliste – à présenter. En d'autres termes, nous ne serons réellement crédibles que si nous nous attaquons à la régulation mondiale et non – de façon purement platonique d'ailleurs – à la mondialisation, qui reste tout à la fois une évolution lourde et une chance pour l'humanité tout entière.

Deuxième condition : prendre en compte clairement les chômeurs et les précaires, principales victimes de la crise qui représentent quasiment un quart de notre population, état de choses qui entraîne depuis vingt ans une baisse de la croissance. Nos réponses doivent concerner prioritairement cette situation devenue source de tous les dangers.

Ce retour à la confiance s'ordonnera autour de trois exigences.

Une exigence économique qui doit mettre en son cœur la question de l'emploi, et tout particulièrement le chômage des jeunes, facteur de démoralisation pour toute la société. Il faut un effort considérable de l'emploi public et de l'emploi privé. C'est un combat central pour réveiller la France. Dire la vérité aux Français, c'est aller à l'essentiel : la désindustrialisation de notre pays et sa perte de compétitivité. Ne laissons pas la droite ressasser des débats surannés sur les 35 heures ou le coût du travail.

Notre avenir économique passe par le redynamisation et, dans beaucoup de secteurs, par la création de son potentiel industriel, la priorité absolue donnée aux investissements d'avenir en matière d'enseignement, de formation, de recherche, d'innovation, facteurs clés de lutte contre les délocalisations.

L'économie financière a montré ses insuffisances et sa dangerosité, mais l'Etat, seul, n'est pas le remède. Il nous faut remettre l'homme au cœur de l'entreprise, ouvrir les conseils de surveillance aux salariés, créer un statut social de l'entreprise. Nous avons besoin d'une démarche partenariale avec les entreprises et les collectivités locales qui représentent, rappelons-le, les trois quarts de l'investissement public. C'est un facteur d'efficacité pour le développement de nos universités, de nos pôles de compétitivité et de nos PME-PMI.

Enfin, cette stratégie économique ne peut se concevoir non plus sans définir une croissance basée sur des produits durables, biodégradables ou recyclables, faisant appel à des énergies décarbonées et réduisant sur le long terme notre empreinte environnementale. Cet effort est d'ailleurs tout aussi indispensable pour des raisons sociales. On perçoit bien que des défis économiques aux enjeux sociaux, tout se tient, et donc qu'à cette stratégie économique ordonnée il faut ajouter une exigence de justice sociale.

Nos concitoyens en ont conscience, comme l'illustre le débat des retraites : ils ne peuvent pas croire que tout se joue sur la seule question de l'allongement de la durée de cotisation ou le recul de l'âge de la retraite. C'est tout un ensemble de problèmes qui se posent simultanément et qu'il faut prendre à bras-le-corps, au premier rang desquels figurent la santé, mais aussi l'éducation, la formation, le logement. Pour avoir une chance de réussir à mettre en œuvre des solutions durables et partagées, il faut faire le pari des solidarités, condition même de l'acceptation par nos concitoyens de réformes difficiles à mettre en œuvre.

Pour rompre avec l'incohérence des choix actuels et leur injustice, nous devons dire clairement comment nous voulons réduire les déficits en revenant sur le bouclier fiscal, sur les nombreuses niches fiscales et plus généralement sur les cadeaux consentis au produit de la rente plutôt qu'à celui du travail. Il ne s'agit pas évidemment de proposer une aggravation des charges sur les entreprises ou sur les prix des produits français, mais de produire un effort de solidarité nationale fondé sur les revenus du capital et du travail qui soit compréhensible par tous. De ce point de vue, des hausses ciblées de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu sont les seules à même de lutter contre la dérive des comptes publics sans entamer la dynamique économique.

Aller vers un seul impôt sur les revenus, plus progressif, taxer les revenus du capital non productifs, faire contribuer tout le monde au financement des retraites et de la protection social, ce sont autant d'éléments que tous les Français peuvent attendre et peuvent

comprendre. Ils sont essentiels pour une stratégie sociale juste. Et cette justice sociale doit s'appliquer également entre les générations : il ne serait pas moins égoïste de léguer à nos petits-enfants les conséquences du réchauffement climatique que de les faire crouler sous notre dette publique.

Enfin, il nous faut une stratégie politique claire.

Cette stratégie, c'est celle d'un Parti socialiste qui se renforce, élabore son projet, dit clairement que sa priorité est de dire la vérité aux Français ; un Parti socialiste qui s'ouvrira à tous les partenaires qui souhaiteront créer des conditions d'une politique alternative basée sur la solidarité. Il appartiendra à chacun de se déterminer pour savoir si cette stratégie passe demain par une candidature unique à l'élection présidentielle, par un accord de gouvernement ou par les deux simultanément. Mais il nous faut aujourd'hui prendre les initiatives nécessaires pour qu'un dialogue approfondi ait lieu, en particulier avec les organisations syndicales, débouchant sur un véritable contrat de confiance. La gauche, avec les écologistes, est capable de se rassembler. Elle l'a montré lors des élections régionales, les Français lui en ont su gré. Continuons dans cette voie.

A ces conditions, nous sommes convaincus qu'il y a un avenir pour le Parti socialiste, pour la gauche et pour la constitution d'une alternative claire. C'est urgent et il n'est plus possible de se contenter de concepts et de mots trop vagues. Ayons conscience que nos concitoyens sont souvent plus mûrs que bien des responsables politiques, qu'ils ont compris l'ampleur de la crise, sa nature spécifique et le risque qu'elle se transforme en une crise longue pénalisant l'avenir de notre pays et de ses enfants. Misons, comme la France a su le faire en certaines circonstances, sur l'intelligence collective et le maintien en notre sein des valeurs de solidarité. C'est cela qu'il importe de faire dans les mois qui viennent avec le Parti socialiste à l'occasion des quatre conventions qui marqueront cette année 2010.

C'est la condition d'une confiance et d'une crédibilité retrouvées au sein de la famille socialiste, au sein de la gauche et des écologistes, et surtout, au sein de la population.

Michel Destot (député-maire de Grenoble et président d'Inventer à gauche), Catherine Tasca (vice-présidente du Sénat), Alain Bergounioux (directeur de La Revue socialiste), Bernard Soulage (vice-président de la région Rhône-Alpes).

